

*Jeudi 28 octobre
2010*

*Au
Bar/Restaurant
« Le Wagon
Bleu »*

*7 rue Boursault,
75017 Paris*



*Nos intervenants, assis de gauche à droite :
Jean-Raphaël HETIER, Responsable Supply Chain et Développement Durable, PepsiCo
Fulvia ALLIEVI-DOROSZ, Responsable de la filière Supply Chain, ESCE
Eric DAMBRINE, Responsable Ecologie Industrielle, Italcementi*

ESCE Alumni a eu le plaisir de se réunir autour d'une table ronde pour débattre autour du thème: "Concilier Supply Chain et Développement Durable » A travers l'intervention de trois experts identifiés sur la photo ci-dessus, nous avons pu bénéficier de différents points de vue avisés sur la question, permettant ainsi d'animer le débat avec les vingt anciens ESCéens présents dans la salle.

L'importance du facteur humain dans le développement durable

On a tendance à privilégier uniquement l'aspect environnemental du développement durable. Or, le volet humain est tout aussi important. Italcementi investit notamment dans le développement des communautés dans lesquelles le groupe est implanté (dispensaires, écoles...). La performance d'une entreprise doit être globale et durable en s'appuyant sur une gouvernance à long terme qui favorisera les Hommes. Redynamiser le management est ainsi un challenge et une opportunité.

La première responsabilité sociale d'une entreprise est d'assurer l'employabilité de ses salariés. Cependant, la formation est parfois difficile pour les profils les plus séniors. Une solution existe : donner plus de responsabilités aux profils séniors.

Quid du protocole du Kyoto et des droits à polluer

Le protocole de Kyoto arrive à échéance le 31 décembre 2012 et il est indispensable de mettre en place un autre protocole pour prendre sa suite. Pour les pays émergents, Kyoto a proposé une mécanique de développement propre pour valoriser les développements des pays émergents. Le principe est le suivant : leurs droits à émettre seront donnés si et seulement si les émissions de CO² sont supervisées par l'ONU.

L'Europe a lancé, 3 ans avant l'entrée en vigueur de Kyoto, des quotas d'émissions de CO² qui figent un cadre au niveau communautaire. Les industries se voient attribuer des droits à polluer avec un certain volume de CO² à émettre. L'objectif est de pousser les industries à évoluer dans leurs modes de production pour réduire les émissions de CO² ce qui entraîne une augmentation des budgets R&D et favorise le développement de nouvelles technologies moins polluantes. En monétisant ces droits à polluer, les entreprises seront plus enclines à faire des efforts de réduction d'émissions.

Une monétisation de la planète ?

Aujourd'hui, personne ne paie la planète. On paie l'extraction du pétrole mais pas le pétrole en lui-même. Les entreprises ne paient pas les externalités négatives : quel est le coût de la dégradation ou de l'utilisation d'une ressource ? Grâce à un marché des quotas, une valeur est créée pour des choses qui n'en avaient pas. Le marché crée un intérêt financier ce qui entraîne un cercle vertueux.

Pour info, la valeur de la tonne de CO² est en baisse ces dernières années.

L'économiste indien Amartya Sen (prix Nobel d'économie en 1998 et inventeur entre autres de l'Indice de Développement Humain) propose de donner une valeur à l'environnement afin d'éviter la destruction. On devient obligé d'utiliser la puissance des marchés pour sauver la planète

Que faire pour diminuer l'impact environnemental et sociétal de la Supply chain ?

Une entreprise comme PepsiCo n'est pas soumise à des quotas et n'a pas les mêmes contraintes réglementaires qu'un groupe comme Italcementi.

Le groupe agroalimentaire est très impliqué dans le volet sociétal du développement durable. PepsiCo prend ainsi en compte tous les emplois, même indirects dans leurs décisions. Les nouveaux partenariats avec les transitaires sont ainsi très étudiés et les emplois sont sauvegardés en cas de crise. PepsiCo propose aussi une égalité stricte des salaires entre hommes et femmes. Les salaires de tous les employés sont accessibles à tous en totale transparence.

Italcementi contrôle un certain nombre d'indicateurs pour améliorer les relations avec ses fournisseurs dans le cadre d'une politique de développement durable. Le groupe a mis en place un pacte comprenant 3 piliers : la lutte contre la corruption, les conditions de travail et la sécurité des chauffeurs routiers. Ce dernier point est le plus difficile à mettre en place car il faut changer les mentalités et les modes de fonctionnement.

Concernant le volet environnemental, PepsiCo se bat pour la mutualisation des flux. L'objectif est d'éviter d'envoyer plusieurs camions dans des entrepôts parfois distants de seulement quelques

kilomètres. Mais la mutualisation des flux est impossible s'il n'y a pas de mutualisation des distributeurs. Le développement durable doit pousser tous les acteurs à travailler ensemble.

PepsiCo a également stoppé pendant 1 an la production d'un produit représentant 5% de son chiffre d'affaires car les récoltes des matières premières (des oranges) ont été mauvaises à cause de la sécheresse.

On demande souvent pourquoi PepsiCo importe des oranges du Brésil et impact l'environnement avec les émissions de carbone liées au transport. La réponse est simple : si la production était déplacée en Espagne, on diminuerait les émissions de CO², mais la consommation d'eau serait bien plus importante car l'Espagne n'est pas très riche en eau contrairement au Brésil.

Pour conclure :

Tous nos intervenants sont d'accord pour dire qu'il est indispensable de mettre en place un système de gouvernance efficace pour crédibiliser les actions que les entreprises mènent. L'objectif est d'arriver à une transparence totale. Les politiques de développement durable sont extrêmement importantes pour attirer les meilleurs jeunes. Ces derniers ont besoin de trouver un sens en ce qu'ils font et doivent être fiers de travailler pour telle ou telle entreprise.

Et, le débat continue sur le forum de Facebook, Twitter, LinkedIn, Viadeo...